CORRIGÉ

Montant de la subvention accordée : 64 250,00 €
TVA : 2 500,00 €
Financeur 1 : État – 30 % = 19 275,00 €
Financeur 2 : Conseil Départemental – 20 % + TVA = 12 850,00 € + 2 500,00 €
Financeur 3 : Union européenne – 50 % = 32 125,00 €

Financeurs sollicités	Montant en €
État	|__|1|9| |2|7|5|, |0|0|
UE	|__|3|2| |1|2|5|, |0|0|
Région	|__|__|__| |__|__|__|, |__|__|
Département	|__|1|5| |3|5|0|, |0|0|
Agences de l'eau	|__|__|__| |__|__|__|, |__|__|
Autofinancement public	|__|__|__| |__|__|__|, |__|__|
Autre (précisez) :	|__|__|__| |__|__|__|, |__|__|
Sous-total financeurs publics	|__|__|__| |__|__|__|, |__|__|
Participation du secteur privé (précisez) :	|__|__|__| |__|__|__|, |__|__|
Sous-total financeurs privés	|__|__|__| |__|__|__|, |__|__|
TOTAL général = coût du projet	|__|__|__| |__|__|__|, |__|__|

Pour le Département : 15 350 € si le prestataire retenu est assujetti à la TVA, sinon 12 850,00 €

Liste des documents joints à la demande de paiement :

1. Prestation de service et frais de sous-traitance (le prestataire est connu)
    1. le cerfa rempli et signé « contrôle du respect des règles de la commande publique pour une demande de paiement d'un projet relevant du PDR d'Île-de-France
    2. l'acte d'engagement signé
    3. l'ordre de service signé engageant la tranche ferme
    4. le bon de commande daté, signé et avec la mention « bon pour accord »
    5. la publicité
    6. l'analyse des offres
    7. lettre de rejet des autres candidats
    8. attestation d'absence de conflit d'intérêts

À noter : ces documents sont à joindre lors de la première année du marché, ici le marché dure 3 ans et vient d'être lancé. Pour les 2 prochaines années, seul l'affermissement de la tranche optionnelle et le bon de commande seront à joindre.

2. Dépenses de rémunération
    1. La feuille de salaire de décembre de l'année N
    2. Une attestation signée de l'animateur et de son supérieur hiérarchique validant les heures effectuées

3. Certificat de paiement tamponné, daté et signé : ce document est à joindre à chaque demande de paiement où il y a un autofinancement public appelant du FEADER. Ce document est mis dans l'application OSIRIS, si ce dernier n'est pas joint l'ASP ne procédera pas à la mise en paiement du dossier et le mettra en anomalie.